

A. Koltchenko, antifasciste de Crimée kidnappé par l'Etat russe !

Premières organisations signataires de cet appel intitulé « Liberté pour Alexandr Koltchenko, antifasciste de Crimée, kidnappé et emprisonné par l'Etat russe ! » : Ligue des Droits de l'Homme, Union syndicale Solidaires, CNT-f, CNT-SO, SNESUP/FSU, Emancipation, Alternative Libertaire, Ensemble, L'insurgé, NPA.

Depuis plusieurs années, A. Koltchenko est connu en Crimée pour ses engagements antifascistes, syndicaux, anarchistes, écologistes. Ayant diffusé un film sur l'assassinat de la journaliste indépendante criméenne Anastasia Baburova, à Moscou en 2009, il avait déjà été attaqué au couteau par une bande fasciste. Il a poursuivi ses activités militantes en faveur des droits humains et a ainsi participé, dans le camp clairement antifasciste, aux manifestations de la Place Maïdan qui ont abouti à chasser le président ukrainien Ianoukovytch, dont le clan pillait les richesses et exploitait la population de ce pays. Lors de l'intervention militaire russe en Crimée, A. Koltchenko a organisé des manifestations pacifiques de protestation contre l'occupation militaire, qui a faussé le référendum, aux côtés de citoyens et citoyennes tatar-es, ukrainien-nes ou russes. Quelques jours avant une de ces manifestations, la police politique russe (F.S.B.) a enlevé plusieurs des organisateurs de ces résistances populaires ; ce fut le cas d'A. Koltchenko, le 16 mai 2014.

Avec trois autres personnes ainsi kidnappées, il a été accusé notamment « d'organisation d'un groupe terroriste lié à l'extrême-droite ukrainienne ». S'en suit une litanie d'accusations délirantes : Koltchenko est accusé d'avoir planifié des explosions près de la statue de Lénine à Simféropol les 8 et 9 mai, saboté des voies ferrées et des lignes électriques, tenté d'incendier les locaux de l'Unité Russe et de la Communauté russe de Crimée le 14 avril, et ceux de Russie Unie le 18 avril !



Alexandr Koltchenko est un antifasciste que la police politique tente de faire passer pour un fasciste. Alexandr Koltchenko est un homme qui se considère comme citoyen ukrainien et que la police politique russe veut juger en tant que russe. Il est enfermé dans des conditions draconiennes, ses avocats sont privés des droits élémentaires d'une défense digne de ce nom, et il est sous la menace de 15 ans de camp de travail.

→ A. Koltchenko est étudiant et militant syndical ; il travaillait aussi comme postier, en parallèle de ses études. Il défend activement, par sa pratique, le droit de s'organiser librement, le droit de créer et faire vivre des organisations associatives, syndicales, écologistes ou politiques.

- Il fait partie des hommes et des femmes qui luttent contre l'extrême-droite, qu'elle soit ukrainienne, russe ou autre.
- Parce qu'il lutte contre la corruption et pour l'égalité des droits entre tous et toutes, A. Koltchenko, est la cible des clans oligarchiques, en Russie, en Ukraine.
- A. Koltchenko milite pour le droit de chaque peuple à décider de son avenir.

La situation d'A. Koltchenko est emblématique de la répression exercée dans cette région du monde. Mais son cas est loin d'être le seul. A travers A. Koltchenko, ce sont les libertés démocratiques de tous et toutes que nous défendons. Notre démarche, comme celle d'A. Koltchenko, s'oppose donc à celles et ceux qui veulent restreindre ces libertés. **Pour la libération immédiate d'A. Koltchenko et pour les libertés démocratiques dans tous les pays, nos organisations appellent à manifester devant les ambassades de Russie et d'Ukraine, le samedi 11 avril à 15 heures.** Devant l'ambassade de Russie, pour dénoncer l'enlèvement et la détention d'A. Koltchenko et exiger sa libération immédiate ; devant l'ambassade d'Ukraine pour que son gouvernement revendique explicitement la libération d'A. Koltchenko.

Contre la Banque Centrale Européenne, à Francfort le 18 mars !

Solidaires, le Réseau européen des syndicats alternatifs et de base, et aussi d'autres organisations françaises, participent à la manifestation et au **blockage de la Banque Centrale Européenne, le 18 mars à Francfort.** www.blockupy-frankfurt.org

Syrie : 4 ans de lutte contre les tyrannies de Bachar Al Assad et Daech



Mars 2011... 2012... 2013... 2014... Mars 2015

**4 années de lutte contre
les tyrannies de Bachar Al-Assad et de Daech**

**Samedi 14 mars 2015
Marche en solidarité avec le peuple syrien**

Départ 15h00 Place de la République
Arrivée Parvis de l'Hôtel de Ville de Paris

Samedi 14 mars aura lieu, à Paris, une Marche en solidarité avec le peuple syrien ayant comme mot d'ordre «**4 années de lutte contre les tyrannies de Bachar Al Assad et de Daech**». L'appel dépeint l'accablante réalité.

- ❑ Plus de 202 354 tué-es (ONU) dont 13 319 enfants (Violations Documentation Center).
- ❑ Entre 28 000 et 80 000 disparu-es (Observatoire Syrien des Droits de l'Homme).
- ❑ 11 000 morts sous la torture dans 2 seules prisons du régime à Damas (selon le rapport « César »).
- ❑ 1,5 million de blessé-es (Observatoire Syrien des Droits de l'Homme).
- ❑ 60 033 Syrien-nes actuellement en détention (Violations Documentation Center).
- ❑ 66 journalistes tués, 119 enlevés (RSF).
- ❑ 3,8 millions de réfugié-es et 6,5 millions de déplacé-es internes soit 50% de la population (UNHCR).
- ❑ 1,6 million d'enfants déscolarisés (UNICEF).
- ❑ Des villes sinistrées avec des quartiers complètement détruits.
- ❑ Le patrimoine culturel pillé et gravement endommagé.

Nous refusons l'impunité aux responsables de crimes contre l'Humanité et crimes de guerre. Nous soutenons la lutte du peuple syrien pour une Syrie libre et démocratique. Avec les collectifs syriens, avec de nombreuses associations, d'autres organisations syndicales, des organisations politiques, l'Union syndicale Solidaires appelle à cette Marche.

Iran : la féroce répression n'empêche pas la résistance et les grèves

Les travailleurs de la mine de Bafgh, se mobilisent contre les licenciements de 17 de leurs camarades, ainsi que contre les promesses non tenues de la direction après les mouvements sociaux précédents qui avaient éclaté dans la mine à l'automne dernier ; ils s'étaient également mobilisés et remis en grève en décembre 2014, pour protester contre des arriérés et des impayés de salaires qui atteignaient pour certains d'entre eux plusieurs mois de retards.

Depuis le 24 février, les agents de sécurité de la société refusent de permettre aux travailleurs licenciés, le droit d'entrer dans les locaux de l'entreprise et sur le carreau de la mine. Les travailleurs ont tenté d'organiser un syndicat libre. La mine de fer *Bafgh Iron Kooshk company* est gérée par une société privée, dont le patron et la « direction des ressources humaines » se moquent complètement des conditions de travail déplorables et des difficultés de fin de mois croissantes des salariés ; les équipements et les matériels de chantier sont vétustes et hors d'âge, les accidents du travail fréquents. Tous les jours les équipes de jour et de nuit qui comptent environ 350 mineurs chacune sont obligées de descendre à pied au fond de la mine, en empruntant un escalier qui fait plus de 600 marches, des escaliers que ces même travailleurs doivent remonter de la même façon, une fois leur journée de travail terminée. Malgré le caractère dangereux et difficile de leur travail, ils ne sont payés qu'environ 186 à 200 euros mensuels.

www.iran-echo.com www.soliranparis.wordpress.com www.iranenlutte.wordpress.com

Allemagne : manifestation pour défendre le droit de grève, le 18 avril



Le gouvernement et le patronat allemands ont concocté une loi qui limite encore plus l'exercice du droit de grève, limitant la possibilité d'en organiser à la seule organisation syndicale majoritaire dans chaque entreprise. **Patronat et gouvernement s'attaquent ainsi au syndicalisme de lutte, en renforçant la bureaucratie syndicale qui privilégie sa propre survie au combat syndical mené dans les entreprises et les cités.** La confédération DGB et aussi certains de ses secteurs « de gauche » ont soutenu le projet de loi liberticide. A contrario, des forces syndicales défendent le principe selon lequel les travailleurs et les travailleuses doivent pouvoir décider de leur propre organisation, des syndicats qu'ils et elles mettent en place et des actions à mener. **Le Réseau européen des syndicats alternatifs et de base a lancé une campagne pour la défense du droit de grève et des libertés syndicales. Solidaires sera présent à Francfort le 18 avril pour soutenir les syndicalistes d'Allemagne !**

Ukraine : un pays qui reste dominé par les oligarques

L'Ukraine abrite une population comprise entre 38 et 44 millions de personnes. Le Produit Intérieur Brut (PIB) s'élevait officiellement à 3900 euros par habitant-es en 2013. Le pays s'est appauvri en 2014 et devrait encore plus s'appauvrir en 2015. Le nombre de milliardaires a augmenté depuis 2008. A titre de comparaison dans la proche Biélorussie, par ailleurs sans doute la plus dure dictature d'Europe, le PIB/habitant/an est de plus de 7 500 euros. En 2009, le président du FMI « s'inquiétait » de l'augmentation du salaire minimum en Ukraine. D. Strauss-Kahn en personne fit alors part de son inquiétude. Le FMI menaçait de limiter son aide si on faussait trop le « libre jeu de la loi de l'offre et de la demande ». Depuis la « révolution de Maïdan », la monnaie ukrainienne a vu sa valeur divisée par 4. Le salaire moyen qui était de 200 euros est passé actuellement à 50 ; ce chiffre varie mais l'inflation des produits de première nécessité devrait rester un fait marquant de l'année 2015.

La classe moyenne ukrainienne et beaucoup de démocrates attendaient beaucoup d'un nouveau régime. **Toutefois à côté du refus de vivre dans un pays les plus corrompus du monde et à côté du désir de définir démocratiquement le destin collectif, il y a des réalités tenaces sur le long terme** : la Russie avait conditionné son aide de 16 milliards de dollars à l'entrée dans une union eurasiatique dominée par Moscou mais de son côté, le Fond Monétaire International (FMI) fait pression sur le pays pour qu'il fasse des « réformes ». Les services publics, l'énergie sont bien sûr concernés. Le marché du travail aussi. Trois des ministres des plus importants, du gouvernement dit pro-européen, élu à l'automne dernier, qui ont en charge la gestion de l'économie étaient citoyens américains quelques jours avant devenir citoyens ukrainiens et ministres en même temps. Washington conseillait le travail du gouvernement issu de la « révolution orange de 2004 ». Désormais, plus besoin de masque.

Il ne s'agit pas que de géopolitique mais de mener des réformes libérales dans le pays de leur ancêtres. **Le FMI a accordé depuis 2014 une aide de 17 milliards de dollars à l'Ukraine pour « l'aider » et aussi l'aider à engager une guerre très chère contre ses propres citoyen-nes avant même que Moscou n'envoie des hommes pour participer à la dévastation d'un Donbass où la misère est endémique dans les familles de mineurs travaillant pour partie dans l'illégalité et le danger.** Mais cette aide financière qui ne sera pas la dernière est conditionnée : il faudra des réformes douloureuses selon les termes du FMI.

L'Ukraine reste un pays dominé par des oligarques, même si leurs visages se sont un peu renouvelés depuis le début de 2014. Les travailleurs d'Ukraine vivent seulement dans des conditions de travail plus dures et elles menacent de se dégrader encore. Les usines qui font la richesse de Mariupol appartiennent toujours à Rinat Akhmetov ancien proche du président dit pro-russe. Alors que ses ouvriers craignent l'arrivée de chars dans leur ville et des obus tirés dans leurs maisons, le plus grand capitaliste du pays joue sur les deux tableaux: Moscou qui veut « aider le peuple ukrainien » et Kiev qui veut « sauver la patrie ». Le conflit a fait 6 000 morts. On travaillait déjà beaucoup en Ukraine, 12h voire 24h en suivant, les dimanches et jours fériés aussi. On le faisait pour 200 dollars quand on avait un peu de chance. Maintenant on le fait pour 50 euros par mois et dans la peur de la guerre.

Burkina : l'Unité d'Action Syndicale repart à l'action

Nos camarades de la CGT-B, du SLCB (cheminots), du SYNATEB (éducation) sont impliqués dans **l'Unité d'Action Syndicale qui rassemble 6 confédérations et des dizaines de syndicats professionnels**. Ce pôle syndical unitaire a joué un rôle important dans la mobilisation populaire qui a abouti au départ de Blaise Compaoré, au dernier trimestre 2014. **Les 17 et 18 février, l'U.A.S. appelle à deux jours de grève nationale**, bien suivie, notamment dans le secteur public. Au centre des revendications, il y a l'exigence d'une baisse du prix des hydrocarbures, symbole de la bataille menée contre « la vie chère ». La situation de milliers de personnes ayant perdu leur emploi suite aux destructions durant l'insurrection de fin 2014 fait aussi partie des litiges qui opposent les syndicats au gouvernement. Après ce premier mouvement national depuis le départ de Blaise Compaoré, l'U.A.S. prévoit une nouvelle grève si le gouvernement ne répond pas aux revendications.

Formation : l'internationalisme et notre activité syndicale internationale

Cette session de formation syndicale se tiendra **les 18 et 19 juin** à Paris. **Des syndicalistes de plusieurs pays interviendront**, pour donner leurs points de vue et illustrer les différentes situations à travers le monde : Cacau Pereira de CSP-Conlutas au Brésil, Angel Bosqued de la CGT de l'Etat espagnol, Willi Hajek de TIE-Allemagne, ainsi que Corinne Gobin et Anne Dufresne de l'Université Libre de Bruxelles qui ont travaillé sur le syndicalisme international.

Ce stage s'adresse aux militant-es participant à l'animation des fédérations, des syndicats ou des Solidaires locaux, pour aider à la prise en compte de notre activité internationale dans le fonctionnement, les politiques d'information, de formation et revendicative de toutes nos structures syndicales. L'objectif des deux jours est de proposer des éléments de compréhension et de réflexion sur **les réalités du syndicalisme à l'échelle internationale et de collectiviser la connaissance des axes d'intervention Solidaires et de nos priorités**. **D'autres journées pourront être ultérieurement organisées**, notamment pour approfondir la réflexion et le partage des connaissances sur des sujets tels que les moyens à mettre en œuvre pour renforcer le réseau syndical international, le syndicalisme dans une région du monde, les grands courants syndicaux à travers le monde, les organismes officiels internationaux (OIT, BIT, ...)

Etat espagnol : solidarité internationale anti-répression



Nous avons proposé à nos partenaires du Réseau international de solidarité et de luttes d'organiser des rassemblements devant l'ambassade et les consulats d'Espagne, afin de protester contre les mesures répressives mises en œuvre par le gouvernement ibérique et pour réaffirmer notre solidarité avec les militant-es emprisonné-es, condamné-es, attaqué-es. A Perpignan, Nîmes, Toulouse et Paris, nous avons organisé ces manifestations avec nos camarades de la CNT-SO, de la CNT, d'Emancipation, des CSR.

La condamnation à de très fortes amendes et à des peines de prison de nombreux et nombreuses camarades qui ont « le tort » d'avoir manifesté dans les rues de villes espagnoles, organisé un piquet de grève, s'être opposé-es à des expulsions ne suffisait plus aux patrons, promoteurs et banquiers espagnols.

Sans difficulté, ils ont obtenu du gouvernement une loi encore plus répressive, la loi *Mordaza* (loi du bâillon) qui systématise les possibilités de réprimer celles et ceux qui résistent. Parce que la solidarité internationale est une nécessité, parce que ces attaques qui ont lieu aujourd'hui dans l'Etat espagnol nous y serons rapidement confronté-es dans d'autres pays européens, l'Union syndicale Solidaires pense qu'une des tâches du Réseau syndical international de solidarité et de luttes doit être d'organiser la solidarité internationale anti-répression ; au vu de l'urgence et de l'exemplarité du cas espagnol, ce pourrait être une première campagne.

www.cgt.org.es www.intersindical.es www.lab.eus/eu www.iac.cat www.solidaridadobrero.org

Forum Social Mondial : Tunis du 24 au 28 mars

Le Forum Social Mondial se déroulera à Tunis, du 24 au 28 mars 2015. Il y a aura une délégation d'une cinquantaine de militant-es Solidaires à Tunis (Sud Santé-Sociaux, Sud PTT, Sud éducation, Solidaires Etudiant-e-s, Sud Recherche EPST, Solidaires Douanes, Sud Collectivités Territoriales, Union Régionale Solidaires de Bretagne, Secrétariat national...).

Parmi les ateliers/débats proposés par Solidaires et des organisations membres, il y a :

- Syndicalisme et luttes des femmes.
- Emploi, syndicalisme et transformation sociale et écologique.
- Renforcer les réseaux de luttes syndicales dans le monde.
- Sauvegarder les services publics comme outil fondamental de cohésion sociale.
- Evolution des télécoms et des centres d'appel : digitalisation concurrence internationale, crise économique... quel effet sur la société et les salarié-es ?
- Des mesures urgentes pour une justice fiscale au service des citoyen(ne)s.
- Investissement à impact social le nouveau visage du capitalisme financier pour piller la santé, l'action sociale et la protection sociale.
- Pour la Santé l'action sociale et la protection sociale il faut en finir avec les politiques d'austérité !
- Construire une protection sociale universelle sans frontières et sans barrière.
- L'éducation n'est pas une marchandise ni ici ni ailleurs.

Cette liste n'est ni exhaustive, ni définitive : plusieurs de ces propositions ont été déposées en commun avec d'autres organisations et par ailleurs des fusions auront lieu avec des ateliers/débats aux thèmes proches. www.fsm2015.org

Marche Mondiale des Femmes : c'est parti !

La caravane féministe est partie du Kurdistan turc le 8 mars, avant d'arriver au Portugal le 17 octobre. Diverses initiatives ponctueront les 7 mois de la marche, dont **24 heures féministes de solidarité internationale le 24 avril**, date anniversaire de la catastrophe du Raza Plaza au Bangladesh. www.mmf-France.fr www.marchemondialesdesfemmes.org



Vous pouvez retrouver les informations de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : www.solidaires.org/article12420.html